



VILLE D'UGINE

ARRETE MUNICIPAL N°2024.47

Service Animation Locale

Objet : autorisation de buvette

Le Maire de la Ville d'Ugine,

Vu le code des collectivités territoriales et notamment son article L2212- 1, L2212-2, 2212-2 ;

Vu le code de santé publique, notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.335-4 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRSU/BR/A2017/83 du 1^{er} mars 2017 ; portant règlement permanent de la police des débits de boissons dans le Département de la Savoie

Vu, la demande adressée par Monsieur RUFFIER-MONET Gérard, Président de l'association des anciens combattants d'Ugine, en date du 02 février 2024.

ARRETE

- **Article 1** : M. RUFFIER-MONET est autorisé à ouvrir un débit de boisson temporaire le dimanche 18 février 2024 de 11h à 20h dans la salle Festive, à l'occasion d'un repas dansant.
Les horaires doivent être strictement respectés.
- **Article 2** : conformément à la loi, dans le cadre des zones protégées, les boissons mises en vente sont limitées aux boissons sans alcool du 1^{er} groupe telles que définies dans les articles sus mentionnés, à savoir : eaux minérales ou gazéifiées jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas à la suite de fermentation de traces d'alcool supérieures à 1.2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat. Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.
- **Article 3** : Le protocole HCR relatif à la tenue des buvettes doit être respecté.
- **Article 4** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
 - La brigade de gendarmerie d'Ugine;
 - La Police Municipale ;
 - Le Secrétariat Général ;
 - Le Service « Animation Locale » ;
 - Monsieur RUFFIER-MONET

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
 - Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Notifié le



Fait à Ugine, le 5 février 2024

Pour le Maire empêché

Michel CHEVALLIER

Adjoint au Maire